

Votation populaire fédérale du 8 mars 2026

«Initiative SSR»

La Suisse se prononce sur une baisse des redevances

par Michael Straumann*



Michael Straumann.
(Photo mad)

(CH-S) Une initiative populaire vise à réduire considérablement les contributions obligatoires versées à la «Société suisse de radiodiffusion et télévision» (SSR). Chaque foyer suisse doit s'acquitter de cette redevance, qu'il utilise ou non les services de la SSR. La SSR est connue pour son parti

pris politique. Une réduction significative des contributions pourrait-elle inciter ses responsables à faire preuve d'un plus grand équilibre dans les questions politiques et culturelles?

Dans l'article suivant, Michael Straumann examine les arguments avancés par la phalange SSR.

* * *

Dans trois semaines, les citoyens suisses voteront sur l'initiative «200 francs, ça suffit!», qui demande une réduction radicale de la redevance de radio-télévision: au lieu de 335 francs, les ménages ne paieraient plus que 200 francs par an à l'avenir – les entreprises seraient totalement exemptées de cette redevance.

Formellement, la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) est une association privée. Dans la pratique, cependant, elle fonctionne comme la radiodiffusion publique en Allemagne. Son financement est obligatoire: chaque ménage paie, quel que soit son utilisation de l'offre. Les redevances sont perçues par la société *Serafe*. Au niveau international, la Suisse est considérée comme le leader en matière de redevance audiovisuelle indépendante des appareils.¹

Depuis des années, le mécontentement à l'égard de la SSR ne cesse de croître. Il porte sur deux points: le montant de la redevance et le

fonctionnement interne de l'institution. Malgré des promesses répétées de réduction des dépenses, celles-ci ne cessent d'augmenter. Depuis 2007, le nombre d'employés est passé d'environ 6000 à plus de 7100.² Rien qu'en 2024, les coûts d'exploitation ont augmenté de 39 millions de francs.³ La directrice générale de la SSR, *Susanne Wille*, a certes promis des économies de 270 millions de francs d'ici 2029.⁴ De nombreux éléments indiquent qu'il s'agit avant tout d'une manœuvre politique visant à couper l'herbe sous le pied à l'initiative populaire. En effet, les promesses de réforme font partie du répertoire habituel de la SSR depuis des années. *Armin Walpen*, *Roger de Weck* et *Gilles Marchand* avaient déjà annoncé des mesures d'économie et des réformes structurelles.⁵ Mais ces annonces sont restées lettre morte et les coûts de personnel continuent d'augmenter.

Parallèlement, les critiques concernant le contenu des programmes audiovisuels s'intensifient. Cela fait des années que la SSR est accusée de partialité politique. Ses détracteurs lui reprochent d'occulter les sujets qui dérangent et de discréditer systématiquement les positions divergentes au lieu de les présenter de manière objective.

«Soviétisation» de l'information

Les exemples ne manquent pas. Ainsi, la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) a gardé le silence pendant des semaines sur les sanctions de l'UE contre les citoyens suisses *Jacques Baud* et *Nathalie Yamb*.⁶ Après l'assassinat du militant politique américain *Charlie Kirk*, celui-ci a été diffamé en tant qu'«influenceur d'extrême droite»; parallèlement, la SRF a rendu *Donald Trump* responsable du climat social aux Etats-Unis qui aurait contribué à ce meurtre.

La chaîne n'a également rendu compte des «Twitter Files» qu'avec un retard considérable. Bien que des contacts entre les autorités américaines et Twitter aient été mentionnés, une éventuelle influence politique a été largement écartée. En 2024, l'*Autorité indépendante d'examen des plaintes* (AIEP) a également réprimandé la

* Michael Straumann, né en 1998, est rédacteur pour le magazine «Schweizer Monat» et étudie les sciences politiques à l'Université de Zurich. Il est l'éditeur de «StrauMedia».

SRF pour avoir passé sous silence la publication des protocoles allemands du RKI.⁷ «Swissinfo», une chaîne de la SSR, a suggéré dans un article qu'une majorité de citoyens était favorable à un rapprochement de la Suisse avec l'OTAN,⁸ alors que les sondages suggèrent le contraire.⁹

Comme en Allemagne, les journalistes des médias publics suisses ont un faible pour les politiciens verts. Une analyse de la *Weltwoche*¹⁰ montre que dans l'émission «Arena» de la SRF, les représentants des Verts sont invités plus souvent que la moyenne par rapport aux autres partis. La SSR suit également sans ambiguïté l'air du temps dans les questions sociopolitiques. La SRF a ainsi déclaré que le public souhaitait un langage plus respectueux de l'égalité des sexes,¹¹ alors que les sondages correspondants ne corroborent pas cette hypothèse.¹² Le thème du climat suit une tendance similaire: dans une édition de l'émission scientifique «Einstein», le «scepticisme climatique» a été qualifié de déficit psychologique.¹³

La liste est sans fin. Pour les détracteurs de la SSR, il ne s'agit pas de cas isolés. Les opinions qui s'écartent de la *fenêtre d'Overton*** rose-verte sont systématiquement ignorées ou dévalorisées. Une déclaration de *Stefan Klapproth*, ancien présentateur de l'émission «10 vor 10» de la SRF, montre que cette perception ne vient pas seulement de l'extérieur. Dans une interview accordée à la «Neue Zürcher Zeitung», il a évoqué une «sorte de soviétisation»¹⁴ qui aurait fait son apparition au sein de la SSR.

Une couverture médiatique indépendante – uniquement via une redevance obligatoire?

Cette évolution a constitué le terreau fertile de l'initiative SSR. Officiellement, elle s'intitule «Deux cents francs, ça suffit!». ¹⁵ Elle a été lancée en 2022 et les signatures ont été déposées en 2023. L'initiative est soutenue par les milieux bourgeois.

Les opposants à l'initiative estiment que le journalisme de qualité ne peut survivre sans redevance. Cet argument est insuffisant. Le jour-

**La «fenêtre d'Overton» est un modèle qui décrit le cadre des idées et des mesures politiques considérées comme acceptables par l'opinion publique à un moment donné. Elle définit les «limites du dicible» et évolue au fil du temps, ce qui permet à des revendications autrefois radicales de devenir socialement acceptables, ou inversement. (Réd.)

nalisme de qualité existait en Suisse bien avant la SSR. Il existe aujourd'hui encore des médias sérieux qui fonctionnent sans redevance obligatoire. Ils sont soumis à des incitations économiques: ceux qui déçoivent leur public le perdent. A la SSR, en revanche, cette pression était jusqu'à présent faible. Les redevances ont été versées indépendamment de l'acceptation ou de la qualité de l'information. D'autres entreprises médiatiques risquent tôt ou tard de disparaître si leurs clients ne sont pas satisfaits, mais ce correctif fait largement défaut dans le cas de la radiodiffusion financée par des fonds publics. Cela ne signifie pas que les médias financés par des fonds privés fournissent nécessairement un meilleur journalisme, comme le montre un coup d'œil sur le paysage médiatique actuel. Cependant, la structure des incitations va dans ce sens. C'est précisément pour cette raison qu'une séparation claire entre l'Etat et les médias est essentielle.

La SSR, source de fausses informations?

Un autre argument avancé par les opposants à l'initiative est que la SSR serait le dernier rempart contre les fausses informations. Mais cette affirmation ne résiste guère à un examen plus approfondi. Comme le montrent les exemples cités ci-dessus, la SSR a également été reconnue coupable à plusieurs reprises de diffuser de fausses informations ou, à tout le moins, de présenter des reportages partiels. Il est donc intellectuellement malhonnête de rejeter la responsabilité des fausses informations uniquement sur les «méchantes» plateformes de réseaux sociaux. Les fausses nouvelles et la propagande ne sont pas l'apanage des plateformes numériques.

On peut également se demander si les détracteurs des réseaux sociaux auraient été aussi virulents si Elon Musk n'avait pas racheté Twitter et élargi la fenêtre d'Overton sur X. Seraient-ils aussi critiques si le régime de censure qui a prévalu pendant l'état d'urgence lié au coronavirus avait été maintenu tel quel?

De plus, ce point de vue témoigne d'un «paternalisme pur et dur»,¹⁶ comme le souligne à juste titre *Giuseppe Gracia*, éditeur du *Schweizer Monat*, dans sa chronique «Advocatus Diaboli». Les opposants à l'initiative SSR supposent aux citoyens leur manque de maturité: ils ne les croient pas capables de s'y retrouver seuls dans la jungle des informations disponibles sur Internet. Il faudrait donc plutôt une chaîne de télévision

accréditée par l'Etat, qui trie et classe les informations et détermine ce qui doit être considéré comme correct. Nul besoin de préciser que les programmes de la SSR sont de moins en moins regardés par les jeunes. L'âge moyen du public est de 63 ans¹⁷ – ce n'est pas sans raison que la SRF est parfois qualifiée de «chaîne pour seniors».

En fin de compte, la SSR et ses apologistes ne se soucient guère de défendre un journalisme indépendant et équilibré. Il s'agit plutôt de préserver l'autorité d'interprétation – et de conserver les moyens financiers nécessaires pour défendre cette autorité.

Pas de «service public» sans redevance?

Le troisième argument central contre l'initiative est que la radiodiffusion – en Suisse, on parle de «service public» – ne pourrait plus être financée si la redevance était fortement réduite. La SSR met en garde contre une réduction drastique:¹⁸ il faudrait économiser jusqu'à 290 millions de francs et supprimer environ 900 emplois. *Susanne Wille*, directrice générale de la SSR, parle même d'une attaque existentielle: «L'initiative vise à anéantir la SSR.»¹⁹

Pour justifier sa position, la SSR renvoie à sa mission légale qui consiste à fournir une offre complète d'informations, de culture, de divertissement et de sport. «Prétendre que l'on peut faire la même chose avec la moitié des fonds est malhonnête», estime Mme Wille. *Albert Rösti*, chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, a également tenté de contrer cette initiative avant la campagne de votation.²⁰ Il a annoncé une réduction progressive de la redevance à 300 francs d'ici 2029 et un allègement pour les petites entreprises. Mais cela ne répond pas à la question fondamentale: pourquoi les citoyens devraient-ils payer pour un service qu'ils n'utilisent pas eux-mêmes? Et pourquoi faut-il pour cela une contrainte étatique? D'autant plus que d'autres pays se contentent d'une fraction des redevances audiovisuelles suisses, sans que leurs programmes soient visiblement moins bons. Dans ce contexte, parler de la fin du «service public» semble clairement exagéré.

Les opposants ont le vent en poupe

En octobre, les sondages étaient encore favorables à l'initiative populaire.²¹ Selon une enquête réalisée par l'institut de sondage *LeeWas*,

53% des électeurs auraient alors approuvé l'initiative, tandis que 44% l'auraient rejetée.

Entre-temps, le vent a tourné. Le premier sondage réalisé par *GFS Berne*²² montre que 52% des personnes interrogées se prononcent en faveur ou plutôt en faveur de l'initiative. 46% sont favorables à une réduction de la redevance annuelle à 200 francs par ménage. 2% sont encore indécis.

La campagne des opposants semble porter ses fruits. Il est encore difficile de prédire comment la tendance va évoluer au cours des trois prochaines semaines. Le résultat pourrait être serré. Pour les initiateurs de l'initiative, cela signifie qu'ils doivent passer à la vitesse supérieure. S'ils ne parviennent pas à intensifier leur campagne et à gagner en efficacité, ils risquent une nouvelle défaite, comme cela a déjà été le cas avec l'initiative *No Billag* il y a huit ans.

Source: <https://www.straumedien.ch/p/der-fallige-kahlschlag>, 5 février 2026.

Cet article a d'abord été publié sous forme de chronique sur le portail de la «Freie Akademie für Medien & Journalismus» (Académie libre des médias et du journalisme), édité par le professeur Michael Meyen, spécialiste des médias, et Antje Meyen, journaliste diplômée.

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://winfuture.de/infografik/20917/Rundfunkgebuehren-im-Laendervergleich-1566914018.html>

² https://www.srgssr.ch/fileadmin/dam/timeline/PDF/PDF_Geschaeftsberichte/2007_Geschaeftsbericht_SRG_SSR.pdf und <https://www.srgssr.ch/de/wer-wir-sind/organisation/unternehmen#:~:text=Mit%20rund%207200%20Besch%3%A4ftigten%20beziehungsweise,elektronische%20Medien%20in%20der%20Schweiz>

³ <https://www.watson.ch/schweiz/analyse/539732198-srg-kuendigt-einsparungen-an-dann-erhoeht-sie-die-zahl-ihrer-mitarbeiter>

⁴ <https://www.20min.ch/story/kosten-steigen-srg-verspricht-sparen-doch-personalbestand-erreicht-rekord-hoch-103327900>

⁵ <https://insideparadeplatz.ch/2024/12/26/srg-glaenzet-mit-leeren-versprechen-job-aus-statt-abbau/>

⁶ <https://www.freie-medienakademie.de/medien-plus/das-zensur-jahr-2026>

⁷ <https://www.tagesanzeiger.ch/rki-protokolle-srf-fuer-unterlassene-berichterstattung-geruegt-247054564194>

⁸ <https://www.swissinfo.ch/ger/aussenpolitik/eine-mehrheit-der-schweizerinnen-will-n%C3%A4her-an-die-na-to-mit-klaren-einschr%C3%A4nkungen/82692308>

⁹ <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/86738.pdf>

¹⁰ <https://weltwoche.ch/daily/5-jahre-sandro-brotz-welche-politiker-haben-der-srf-moderator-und-sein-team-am-meisten-in-die-arena-eingeladen-gleich-vorweg-die-gruenen-belegen-platz-eins/>

- ¹¹ <https://www.blick.ch/politik/kehrtwende-bei-der-srf-kritik-ploetzlich-beschweren-sich-die-zuschauer-ueber-mangelndes-gendern-id19665283.html>
- ¹² <https://www.20min.ch/story/nur-fuenf-prozent-der-schweizer-nutzen-den-genderstern-368159950461>
- ¹³ <https://www.tvinfo.de/fernsehprogramm/1731721434-einstein>
- ¹⁴ <https://www.nzz.ch/feuilleton/stephan-klapproth-im-gespraech-ld.1883988>
- ¹⁵ <https://srg-initiative.ch/>
- ¹⁶ <https://schweizermonat.ch/die-demokratie-braucht-keine-srg/>
- ¹⁷ <https://www.tagesanzeiger.ch/halbierungsinitiative-srg-im-check-das-muessen-sie-wissen-256191399841>
- ¹⁸ <https://www.tagesanzeiger.ch/senkung-der-tv-gebuehren-900-stellen-weg-srg-warnt-vor-job-kaehlschlag-616967262396>
- ¹⁹ <https://www.20min.ch/story/medienpolitik-schweiz-srg-sieht-ihre-existenz-bedroht-103484071>
- ²⁰ <https://www.persoendlich.com/medien/nationalrat-sagt-nein-zur-srg-initiative>
- ²¹ <https://www.20min.ch/story/serafe-gebuehren-srg-muss-zittern-mehrheit-will-fuer-halbierungsinitiative-stimmen-103431196>
- ²² <https://www.blick.ch/politik/enges-rennen-um-halbierungsinitiative-retten-die-frauen-die-srg-id21644613.html>